

Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel (ONUDI)

L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) est chargée de promouvoir l'industrialisation des pays en développement : tout en s'attachant à réduire la pauvreté, en promouvant la croissance et la productivité, elle aide les pays en développement et les pays à économie en transition à lutter contre la marginalisation de leur économie dans le contexte de la mondialisation.

Siège et AEC compétent

Siège : Vienne.

AEC compétent : M. Philippe Walkiers.

Mandat de l'OI par rapport aux priorités économiques de l'AWEX

L'ONUDI mobilise les connaissances, les compétences, les informations et les techniques nécessaires pour favoriser l'emploi productif, la compétitivité de l'économie et un environnement sain.

L'ONUDI se reconnaît trois missions essentielles :

- ❖ La réduction de la pauvreté grâce à des activités productives : en promouvant la croissance industrielle dans les régions les moins développées en mettant l'accent sur l'emploi et la génération de revenus, ainsi que sur le renforcement de la capacité institutionnelle et le développement des PME.
- ❖ Le renforcement des capacités commerciales : en aidant les pays à créer et développer des capacités commerciales et productives, y compris la capacité de se conformer aux normes des marchés internationaux, nécessaires pour participer au commerce international.
- ❖ L'énergie et l'environnement : en privilégiant et en promouvant les sources d'énergie renouvelables, et en appuyant les programmes qui maximisent l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie, ainsi que d'autres activités promouvant le développement industriel durable et contribuant à l'application des accords internationaux sur l'environnement.

Réelles potentialités d'affaires pour les Entreprises et les prestataires de Services : activités sectorielles de l'OI

L'ONUDI est surtout actif dans les secteurs d'activités relatifs au développement industriel. Parmi ceux-ci, le secteur de l'agroalimentaire, le bois, les énergies renouvelables ou alternatives, le traitement et la transformation des eaux, la production de papier, les matériaux de construction, l'achat de matériel de bureau mais également informatique (hardware, software,...),...

Participer aux appels d'offre de l'ONUDI permet, outre de vendre des produits et services pour l'assistance technique organisée par l'institution, de s'ouvrir vers des partenariats avec l'organisme en matière de gestion de projets, d'avoir accès à de nouveaux marchés plus facilement, d'obtenir une assistance à la gestion et à la commercialisation.

Chiffres d'affaires de l'OI pouvant générer des affaires

Pour la période 2006-2007, le budget total estimé s'élevait à 355.772.320 €. En date du 31 décembre 2004, 65 programmes et projets avaient été développés et totalisaient approximativement 295 millions d'euros.

Couverture géographique de l'OI

L'ONUDI agit surtout dans les pays en développement et en particulier, dans les pays les moins avancés. Elle développe également des projets dans les pays d'économie en transition.

Il est intéressant de constater qu'en 2004, 41% des interventions de l'ONUDI ont été réalisés en Afrique subsaharienne, 29% en Asie et dans le Pacifique, 20% dans le monde arabe, 8% en Amérique latine et Caraïbes et enfin 2% en Europe centrale et de l'Est.

Développement de programmes associés par l'OI : Partenariats

Cette organisation a institué plusieurs accords de partenariats avec d'autres organisations de l'ONU comme le PNUE ou le PNUD,...

Egalement, l'ONUDI, à la pointe de la gestion de projet, a institué une nouvelle méthode de collaboration regroupant le secteur privé, les pays en développement ou en transition et enfin les organisations internationales très populaire dans ce milieu : la Corporate Social Responsibility. Par ce créneau, elle a développé des partenariats avec des acteurs privés tel Microsoft pour contribuer à l'amélioration de sa politique d'aide au développement.

En ce qui concerne le développement durable, l'ONUDI a établi des partenariats avec des organismes de la Société Civile, des institutions internationales comme l'OCDE ou l'OIT ou enfin des gouvernements industrialisés.

Développement de « stratégie pays » par l'OI : facilitation de l'accès au marché ou offre d'informations

La stratégie développée par l'ONUDI est gérée par le Service « Procurements » qui a pour objectif de fournir des biens et services à la maintenance et au fonctionnement des biens propres à l'ONUDI (centres, Vienna International Center,...) mais également pour tous les programmes de Coopération Technique.

Dans le cadre de ce domaine susmentionné, l'ONUDI offre un nombre important d'informations sur les projets, les diverses offres d'achats, non pas en fonction des pays concernés mais selon les branches d'activités. Celles-ci sont au nombre de huit : la gouvernance industrielle, la promotion de l'investissement et de des technologies, le commerce et un environnement compétitif industriel, le développement du secteur privé, l'agro-industrie, l'énergie durable et les changements climatiques, le Protocole de Montréal, la gestion de l'environnement. Finalement, les appels d'offres dans ces domaines ont coûté à l'ONUDI un total de 43,4 millions d'euros avec la conclusion de 477 contrats.

En matière de gestion des infrastructures de l'ONUDI et de maintenance, l'organisation dépense en moyenne 10 millions d'euros par an avec un total de 846 contrats conclus.

Le Service des « Procurements » explique de façon très claire la méthode à suivre pour entrer dans la liste des fournisseurs et participer aux différents types d'appels d'offres en fonction de l'importance financière du contrat.

Existence de « field offices » de l'OI

Forte de ses 171 Etats membres, cette organisation assure une présence active sur le terrain grâce à ses 29 bureaux de pays et régionaux, 14 bureaux de promotion des investissements et de la technologie ainsi qu'à plusieurs bureaux spécialisés (35 centres nationaux de production plus propre, 14 centres de technologie internationaux, 59 bourses de sous-traitance et de partenariat).